

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

7 NOVEMBRE 1990

**Projet de loi relatif aux opérations
financières et aux marchés financiers****AMENDEMENTS****SOMMAIRE**

N ^{os}	Pages
3 Amendements proposés par MM. de Clippele et Hatry	2
4 Amendement proposé par M. de Clippele	6

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1990-1991**

7 NOVEMBER 1990

**Ontwerp van wet op de financiële
transacties en de financiële markten****AMENDEMENTEN****INHOUD**

Nrs.	Bladz.
3 Amendementen van de heren de Clippele en Hatry	2
4 Amendement van de heer de Clippele	6

R. A 15080*Voir :***Documents du Sénat :****1007 (1989-1990) :**N^o 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.N^o 2 : Rapport.**R. A 15080***Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1007 (1989-1990) :**

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

3. — AMENDEMENTS PROPOSES PAR MM. de CLIPPELE ET HATRY

Art. 23

Supprimer le § 2 de cet article.

Justification

Tout le monde est d'accord pour augmenter la transparence du marché boursier. Pour qu'un marché soit vraiment transparent et sain, il faut qu'un maximum de transactions, voire toutes les transactions, soient exécutées sur ce marché.

Le rôle de la Bourse est d'assurer la liquidité du marché. Il faut que des quantités raisonnables de titres puissent être négociées en Bourse, sans influencer les cours de manière anormale.

Il importe absolument de rompre le cercle vicieux en vertu duquel les investisseurs importants, notamment les investisseurs étrangers, ne viendront pas sur un marché trop étroit; d'autre part, le marché est trop étroit parce qu'un certain nombre d'investisseurs n'y interviennent pas.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que la centralisation des transactions au marché boursier est d'autant plus impérieuse que la capitalisation boursière de la Bourse de Bruxelles est faible par rapport aux places rivales étrangères. Si nous voulons conserver une chance de faire de notre place financière une place européenne, il n'y a qu'une seule solution: les agents de change et les banques doivent unir leurs efforts pour ramener le plus grand nombre possible de transactions au marché.

Pourquoi des places boursières aussi importantes que New York, Tokyo, Paris, ont-elles opté pour la centralisation des transactions en Bourse? C'est dans l'intérêt supérieur de l'épargne; cette dernière a droit à la transparence. La centralisation permet de respecter l'égalité de traitement de tous les épargnants. Chaque petit investisseur pourra, à tout moment, en pleine connaissance de cause, faire exécuter une transaction au même prix que le gros investisseur. D'autre part, la centralisation permet d'éviter les abus enregistrés lors de l'affaire de la Générale de Belgique, au cours de laquelle les petits actionnaires n'ont pu vendre leurs titres en Bourse qu'à un prix inférieur de 10 p.c. au prix pratiqué pour les plus grosses transactions hors Bourse.

Ce ne sont pas les règles de « reporting » (obligation pour les intermédiaires professionnels de notifier à la Commission de la Bourse des transactions exécutées hors Bourse) qui protègent le petit épargnant. Cette notification a posteriori ne modifiera jamais les conditions auxquelles ce petit épargnant est condamné à traiter.

Par ailleurs, la Bourse de Bruxelles va, en collaboration avec le secteur bancaire, instaurer un marché d'options.

Or, il faut savoir qu'il est illusoire de vouloir développer un tel marché d'options, si rien n'est fait pour développer les supports de ces options.

Nous ne pouvons gâcher cette chance de garantir, dans des conditions optimales, la rencontre des entrepreneurs et de l'épargne au travers d'un marché centralisé et transparent.

En conséquence, il apparaît que les seuils énoncés à l'article 23, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi en projet doivent être supprimés. A la suite de cette suppression, le principe sera la centralisation des transactions en Bourse (article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}).

3. — AMENDEMENTEN VAN DE HEREN de CLIPPELE EN HATRY

Art. 23

Paragraaf 2 van dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Iedereen is het erover eens dat de beursmarkt doorzichtiger moet worden. Een daadwerkelijke doorzichtige en gezonde markt kan pas worden bereikt indien zoveel mogelijk, om niet te zeggen alle transacties op de beurs worden uitgevoerd.

De Beurs heeft tot taak de liquiditeit van de markt te waarborgen. Het moet mogelijk zijn een behoorlijk aantal effecten ter beurze te verhandelen, zonder meteen de koersen op abnormale wijze te beïnvloeden.

Er moet tot elke prijs iets worden gedaan aan de cirkelredenering dat grote beleggers, meer bepaald buitenlandse beleggers, een te beperkte markt mijden, en dat die markt beperkt blijft omdat een aantal beleggers wegblijven.

Het ter beurze centraliseren van de transacties is des te dringender omdat de beurskapitalisatie van de Brusselse beurs gering is in vergelijking met haar buitenlandse concurrenten. Indien men Brussel als Europees financieel centrum nog een kans wil geven, is slechts één oplossing mogelijk: de effectenmakelaars en de banken moeten hun krachten bundelen om zoveel mogelijk transacties op de beurs te laten plaatsvinden.

Waarom opteerden belangrijke financiële centra als New York, Tokio, Parijs voor een centralisering van de transacties op de beurs? Dat gebeurde in het belang van het spaarwezen. De spaarders hebben immers recht op een doorzichtige markt. Dank zij die centralisering is voor alle spaarders een gelijke behandeling gewaarborgd. Elke kleine belegger kan op welk ogenblik ook en met voldoende kennis van zaken een transactie laten uitvoeren en voor dezelfde prijs als een grote belegger. Bovendien worden misbruiken zoals tijdens de affaire rond de Generale Maatschappij van België onmogelijk. Toen konden de kleine aandeelhouders hun aandelen op de Beurs enkel kwijt voor een prijs die 10 pct. lager lag dan de prijs die de grote beleggers voor de belangrijkste buiten de beurs uitgevoerde transacties kregen.

De regels van de « rapportering » (verplichting voor de beroepsbemiddelaars om de Beurscommissie in te lichten over alle buiten de beurs uitgevoerde transacties) kunnen de kleine belegger onmogelijk beschermen. Die kennisgeving achteraf zal nooit de voorwaarden beïnvloeden waartegen de kleine belegger noodgedwongen zijn effecten moet verhandelen.

De Beurs van Brussel zal in samenwerking met de banken een optiebeurs oprichten.

Welnu, een dergelijke optiebeurs heeft geen schijn van kans indien niet iets wordt gedaan om de ontwikkeling van de papieren dragers te bevorderen.

Men mag de kans niet laten liggen om ondernemers en beleggers in optimale omstandigheden via een doorzichtige en gecentraliseerde markt bij elkaar te brengen.

Bijgevolg moeten de in artikel 23, § 2, eerste lid, vastgelegde drempels verdwijnen. Pas dan kan de centralisering van de transacties ter beurze als regel gelden (artikel 23, § 1, eerste lid).

Subsidiairement :

Au § 2, premier alinéa, de cet article, remplacer le montant « 25 millions de francs » par le montant « 50 millions de francs. »

Justification

Il s'agit de relever les seuils en dessous desquels les transactions sur valeurs mobilières doivent être exécutées en Bourse et, par tant, de renforcer la transparence du marché boursier.

La transparence des opérations est, en effet, essentielle. Il faut qu'à tout moment, les acteurs économiques soient en mesure de connaître les offres et les demandes de titres, ainsi que les volumes des transactions. A ce point de vue, une obligation de « reporting » a posteriori (obligation mise à charge pour tout intermédiaire professionnel de notifier à la Commission de la Bourse les transactions sur valeurs mobilières cotées réalisées en dehors du marché boursier) des opérations réalisées hors bourse au-dessus des seuils dérisoires prévus par le projet de loi n'est pas suffisante.

D'autre part, la centralisation de toutes les transactions au marché assure l'égalité des actionnaires. Seule la centralisation permet d'éviter que, pour une même valeur, des prix différents soient appliqués à différentes catégories d'investisseurs. Au cours de l'affaire de la Générale de Belgique, des transactions réalisées hors bourse et portant sur des blocs importants de titres négociés à des cours sensiblement différents du cours de bourse ont provoqué des réactions extrêmement négatives.

Enfin, le rôle de la Bourse est d'assurer la liquidité du marché. Il faut que des quantités raisonnables de titres puissent être négociées en Bourse sans influencer, de manière anormale, le cours de bourse.

Il convient de rompre le cercle vicieux en vertu duquel les investisseurs n'investissent que dans des valeurs « liquides » (dont le marché est suffisamment large), alors que les valeurs ne sont liquides que si les investisseurs investissent dans ces valeurs.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que la centralisation est d'autant plus impérieuse que la capitalisation boursière de la Bourse de Bruxelles est faible par rapport aux places rivales étrangères (New York, Tokyo, Paris). Or, on constate qu'à New York, Tokyo, Paris, toutes les transactions sur valeurs mobilières sont centralisées en Bourse. C'est à cette condition seulement que la Commission de la Bourse peut exercer sa mission qui consiste à garantir, dans des conditions optimales, la rencontre des entrepreneurs et de l'épargne au travers d'un marché centralisé et transparent.

Art. 27

A cet article, remplacer les mots « Le Ministre des Finances » par les mots « Le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ».

Justification

Actuellement, le taux des courtages est déterminé par le Roi. Il convient de maintenir cette compétence. De plus, une délibération en Conseil des ministres s'indique tant en raison de l'importance de la question qu'en fonction de l'intérêt d'autres ministres (par exemple, Affaires économiques).

Subsidiar :

In § 2, eerste lid, van dit artikel, het bedrag « 25 miljoen frank » te vervangen door het bedrag « 50 miljoen frank. »

Verantwoording

De drempels waaronder de effectentransacties ter beurse moeten worden uitgevoerd, moeten worden opgetrokken zodat tegelijk de beursmarkt doorzichtiger wordt.

Transparante verrichtingen zijn immers een eerste vereiste. De deelnemers aan het economische proces moeten op elk ogenblik op de hoogte zijn van vraag en aanbod inzake effecten, alsmede van het volume van de verrichtingen. In dat opzicht is de verplichting van rapportering achteraf (verplichting voor iedere beroepsbemiddelaar om de Beurscommissie in kennis te stellen van de buiten beurs verhandelde in de notering opgenomen effecten) over de buiten beurs verrichte operaties die boven de in het ontwerp bepaalde belachelijk lage drempels liggen, niet voldoende.

Voorts staat de centralisatie van alle verrichtingen op de beurs borg voor een gelijke behandeling van alle aandeelhouders. Alleen dank zij centralisatie kan worden voorkomen dat voor een zelfde waarde verschillende prijzen worden betaald voor verschillende categorieën van beleggers. In de zaak van de Generale Maatschappij van België hebben buiten beurs uitgevoerde transacties van aanzienlijke aandelenpakketten die verhandeld werden tegen sterk van de beurskoers verschillende koersen, uiterst negatieve gevolgen gehad.

Tot slot moet de Beurs de liquiditeit van de markt waarborgen. Er moeten behoorlijke aandelenpakketten op de Beurs kunnen worden verhandeld, zonder dat de beurskoersen abnormaal beïnvloed worden.

De cirkelredenering luidens welke beleggers alleen in « liquide » waarden beleggen (waarvoor een voldoende ruime markt bestaat), moet worden doorbroken, want waarden zijn alleen liquide als beleggers daarin beleggen.

Voorts zij genoteerd dat de centralisatie des te noodzakelijker is daar de beurskapitalisatie van de Brusselse Beurs gering is vergeleken met de rivaliserende buitenlandse beurzen (New York, Tokio, Parijs). Geconstateerd moet worden dat daar alle effectentransacties ter beurse zijn gecentraliseerd. Alleen onder die voorwaarde kan de Beurscommissie haar opdracht vervullen, namelijk ervoor zorgen dat ondernemers en beleggers elkaar vinden via een gecentraliseerde en doorzichtige markt.

Art. 27

In dit artikel de woorden « De Minister van Financiën kan » te vervangen door de woorden « Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning ».

Verantwoording

Op het ogenblik wordt het makelaarsloon vastgesteld door de Koning. Aan die bevoegdheid mag niet worden geraakt. Bovendien is een in Ministerraad overlegd besluit aangewezen. Het gaat immers om een belangrijke zaak waarbij ook andere ministers betrokken zijn (bijvoorbeeld de Minister van Economische Zaken).

Art. 36

Supprimer le troisième alinéa de cet article.

Subsidiairement :

Compléter le troisième alinéa par une deuxième phrase, rédigée comme suit :

« Les sociétés existantes disposeront d'un délai de trois ans pour satisfaire aux majorations du capital ou du fonds social qui seraient imposées. »

Justification -

On sait que le Gouvernement souhaite une réduction du nombre des maisons de bourse.

Une augmentation du capital social imposée sans délai serait de nature à déstabiliser de nombreuses sociétés de bourse au profit de filiales de banque, pour lesquelles un accroissement du capital social ne pose aucun problème.

Il faut éviter qu'une menace latente, espèce d'épée de Damoclès, ne pèse sur l'existence des petites et moyennes sociétés de bourse.

La meilleure solution consisterait à supprimer l'alinéa 3, et à laisser au législateur le soin de modifier les chiffres minimums du capital ou du fonds social de ces entreprises, mesure qui ne peut intervenir que très exceptionnellement.

Art. 47

Au § 2, alinéa 1^{er}, de cet article, entre les mots « moyennant l'accord de l'intéressé » et « être maintenu dans la raison sociale », insérer les mots « ou de ses ayants droits. »

Justification

En cas de décès accidentel ou prématuré de l'associé sous le nom duquel fonctionne la société, la continuation peut aussi bien être assurée par un gendre que par un fils.

Les deux ordres de succession doivent être traités sur un pied d'égalité pour ce qui est de conserver le nom du fondateur de la firme.

Art. 84

A cet article, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, ajouter un § 2, libellé comme suit :

« § 2. Jusqu'au 31 décembre 1991, l'article 36, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable aux sociétés de Bourse constituées par un agent de change qui exerçait, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, son activité en qualité de personne physique. »

Art. 36

Het derde lid van dit artikel te doen vervallen.

Subsidiair :

Het derde lid aan te vullen met een tweede volzin, luidende :

« De bestaande vennootschappen beschikken over een termijn van drie jaar om te voldoen aan de verplichting tot verhoging van het kapitaal of van het vermogen. »

Verantwoording

Het is bekend dat de Regering het aantal beurzen wil verminderen.

De verplichting het maatschappelijk kapitaal te verhogen zonder daarvoor te voorzien in een termijn, komt neer op een destabilisatie van een aantal beursvennootschappen en op het bevoordelen van de bankfilialen wavoor een verhoging van het maatschappelijk kapitaal geen probleem is.

Er moet voorkomen worden dat de kleine en middelgrote beursvennootschappen in hun bestaan bedreigd worden met dit soort zwaard van Damocles.

De beste oplossing is de afschaffing van het derde lid waarbij het aan de wetgever wordt overgelaten, bij wijze van grote uitzondering, het vereiste minimumkapitaal of vermogen van die ondernemingen te wijzigen.

Art. 47

In § 2, eerste lid, van dit artikel, tussen de woorden « met de instemming van de betrokkene » en de woorden « in naam van de vennootschap worden gehandhaafd » in te voegen de woorden « of van zijn rechtverkrigenden. »

Verantwoording

Bij het onverwacht of vroegtijdig overlijden van de vennoot wiens naam de vennootschap draagt, kan zowel een zoon als een schoonzoon zorgen voor de voortzetting.

Beide orden in de opvolging moeten op voet van gelijkheid worden behandeld wat het behoud van de naam van de stichter van de firma betreft.

Art. 84

Aan de bestaande tekst, die § 1 wordt, een § 2 toe te voegen, luidende :

« § 2. Tot 31 december 1991 vindt artikel 36, eerste lid, geen toepassing op de beursvennootschappen opgericht door een effectenmakelaar die, vóór de inwerkingtreding van deze wet, zijn werkzaamheden uitoefende als natuurlijke persoon. »

Justification

Nul n'est tenu de se conformer à une disposition légale future, qui ne figure qu'à l'état de projet.

On ne peut faire grief aux agents de change qui ont attendu de connaître le texte définitif de la loi en projet avant de se décider à constituer une société de bourse.

Dès lors, une disposition transitoire est absolument nécessaire pour leur donner le temps d'intéresser l'un ou l'autre investisseur à leur activité et de réunir ainsi le capital minimum qui sera exigé.

Art. 85

Au § 3 de cet article, remplacer le millésime « 1991 » par celui de « 1992 ».

Justification

La période transitoire initialement prévue dépassait huit mois (dépôt du projet: 18 avril 1990).

Il convient de rétablir le délai d'adaptation qui avait été prévu.

Art. 86

Remplacer à cet article le millésime « 1992 » par celui de « 1993 ».

Justification

Voir la justification de l'amendement à l'article 85.

Art. 88

Supprimer cet article.

Justification

Cette disposition vise, au sein des sociétés de bourse, filiales des banques, à écarter les agents de change actuellement en fonction pour les remplacer par des employés de banque.

De ce fait, les agents de change contraints de quitter la profession qu'ils exercent, seront plus nombreux et le coût global des indemnités sera accru.

On ne peut perdre de vue que dans l'esprit de l'article 38 du projet, la direction des opérations par un agent de change qui a fait le stage de six années prescrit par l'article 71, § 1^{er}, 3^o, du Titre V du Livre 1^{er} du Code de commerce, est de nature à assurer la qualité des conseils de placement donnés à la clientèle, en toute indépendance.

Art. 91

A cet article, remplacer le millésime « 1991 » par celui de « 1992 ».

Justification

Même justification que pour l'amendement déposé à l'article 85.

J.-P. de CLIPPELE.
P. HATRY.

*
* *

Verantwoording

Niemand is gehouden een toekomstige wetsbepaling die zich nog in het ontwerpstadium bevindt, na te leven.

Men kan het de effectenmakelaars niet kwalijk nemen dat zij voor hun beslissing een vennootschap op te richten, hebben gewacht op de definitieve tekst van de ontworpen wet.

Een overgangsbepaling is derhalve absoluut noodzakelijk om hun de tijd te geven investeerders voor hun werkzaamheden te interesseren en het vereiste minimumkapitaal bijeen te brengen.

Art. 85

In § 3 van dit artikel het jaartal « 1991 » te vervangen door het jaartal « 1992 ».

Verantwoording

De oorspronkelijk gekozen overgangsperiode overschreed acht maanden (indiening van het ontwerp 18 april 1990).

De oorspronkelijk voorziene aanpassingstermijn dient te worden hersteld.

Art. 86

In dit artikel het jaartal « 1992 » te vervangen door het jaartal « 1993 ».

Verantwoording

Zie verantwoording bij amendement op artikel 85.

Art. 88

Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

Deze bepaling beoogt uit de beursvennootschappen, die dochters zijn van banken, de effectenmakelaars te verwijderen die daar thans werken en ze te vervangen door bankbedienden.

Daardoor zullen meer effectenmakelaars gedwongen worden hun beroep op te geven en zal de totale kostprijs van de vergoedingen toenemen.

Men mag niet uit het oog verliezen dat naar de geest van artikel 38 van het ontwerp, de leiding van de verrichtingen door een effectenmakelaar die een proeftijd van zes jaar doorgemaakt als voorgeschreven door artikel 71, § 1, 3^o, van Titel V van Boek I van het Wetboek van koophandel, borg staat voor de kwaliteit van het beleggingsadvies, dat in volle onafhankelijkheid aan de clientèle wordt verstrekt.

Art. 91

In dit artikel het jaartal « 1991 » te vervangen door het jaartal « 1992 ».

Verantwoording

Zie verantwoording bij het amendement op artikel 85.

*
* *

4. — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. de CLIPPELE

Art. 3

A cet article, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, ajouter un § 2, libellé comme suit :

« § 2. L'Etat indemniser les agents de change qui seront contraints d'abandonner la profession suite à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cette indemnisation prendra la forme d'une allocation annuelle viagère égale, par année d'exercice de la profession, à 1/40^e de la moyenne de leurs revenus nets des cinq dernières années d'activité.

Seront également à charge de l'Etat, les indemnités de résiliation dues au personnel et au propriétaire des locaux professionnels. »

Justification

Le Conseil d'Etat, dans un esprit de justice, s'est ému de la situation ainsi créée par le Gouvernement en faisant dans son avis, la remarque suivante :

« Compte tenu des charges nouvelles qu'ils devront supporter dans l'exercice de leur activité professionnelle, tels par exemple l'apport d'un capital, l'intervention d'un commissaire-réviseur et, en général, l'accroissement de leurs frais généraux, il est à craindre qu'un certain nombre d'agents de change soient obligés de renoncer à l'exercice de leur profession.

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier de quelle manière il convient de faire face à cette situation, eu égard notamment aux indemnisations que les agents de change seraient tenus de payer à leur personnel en raison de la cessation de leur activité. »

Dans la mesure où le Gouvernement, dans l'exposé des motifs, livre II, point 1, dit :

« 1. Par rapport au volume des opérations boursières, tant le nombre d'agents de change que le nombre de maisons d'agents de change, sont trop grands » et projette dès lors une loi dont les dispositions visent précisément à réduire le nombre de maisons d'agents de change et d'agents de change, il appartient audit Gouvernement de prévoir une juste indemnisation pour ceux qu'il élimine.

Cette indemnisation s'impose d'autant plus que, par la loi en projet, le Gouvernement supprime la profession d'agent de change dont l'activité commerciale est organisée comme une « profession libérale » (sic déclaration du Ministre des Finances à la Chambre : doc. parl. 88/89, n° 609/20, p. 3) : Commission de la Bourse, maîtresse de son tableau, monopoles, indépendance à l'égard des banques donneuses d'ordres, discipline professionnelle — Comp. l'analogie avec l'avocat : Van Rijn et Heenen, *op. cit.*, n° 240, p. 171, et n° 243, p. 174.

L'agent de change en tant que tel ne peut plus désormais opérer en Bourse, ce qui était son métier, et dans lequel il jouissait d'une série de monopoles :

— Monopole de la réception des ordres de bourse, partagé avec les banques, caisses d'épargne et I.P.C. (Institutions publiques de crédit) et les agents de change correspondants (catégorie

4. — AMENDEMENT VAN DE HEER de CLIPPELE

Art. 3

Dit artikel, dat § 1 wordt, aan te vullen met een § 2 luidende :

« § 2. De effectenmakelaars die, als gevolg van de inwerkingtreding van deze wet, gedwongen worden hun beroep op te geven, zullen door de Staat schadeloos worden gesteld.

Deze schadeloosstelling zal de vorm aannemen van een jaarlijkse vergoeding voor het leven, gelijk aan 1/40^e van hun gemiddelde netto-inkomsten over de laatste vijf jaar die zij hebben gewerkt, vermenigvuldigd met het aantal jaren dat zij hun beroep hebben uitgeoefend.

Ten laste van de Staat komen eveneens de opzeggingsvergoedingen verschuldigd aan het personeel en aan de eigenaar van de bedrijfspanden. »

Verantwoording

De Raad van State heeft zich om redenen ingegeven door billijkheidsoverwegingen zorgen gemaakt over de toestand die door toedoen van de Regering ontstaat. In zijn advies maakt hij dan ook de volgende opmerking :

« Gelet op de nieuwe lasten die ze in de uitoefening van hun beroepswerkzaamheid zullen moeten dragen, zoals bijvoorbeeld de inbreng van een kapitaal, de bemoeiing van een commissaris-revisor, en, in het algemeen, de toename van hun algemene kosten, valt te vrezen dat een bepaald aantal makelaars genoodzaakt zullen zijn af te zien van de uitoefening van hun beroep.

Het is zaak van de Regering en van het Parlement om uit te maken op welke wijze die toestand onder de ogen moet worden gezien, inzonderheid gelet op de schadevergoeding die de effectenmakelaars aan hun personeel zouden dienen te betalen wegens hun activiteitsbeëindiging. »

Aangezien de Regering in de memorie van toelichting bij boek II, punt 1 het volgende schrijft :

« 1. In verhouding tot het volume van de beursverrichtingen, is zowel het aantal effectenmakelaars als het aantal makelaarskantoren te groot » en zij derhalve een wet in het vooruitzicht stelt waarvan de bepalingen precies tot doel hebben het aantal effectenmakelaars en makelaarskantoren te beperken, is het de taak van diezelfde Regering diegenen die zij uitschakelt op een behoorlijke wijze schadeloos te stellen.

Die schadeloosstelling is des te noodzakelijker daar de Regering met dit ontwerp de afschaffing beoogt van het beroep van wisselagent, wiens handelsactiviteit als een « vrij beroep » georganiseerd is (sic verklaring van de Minister van Financiën in de Kamer, Stuk 88/89, nr. 609/20, p. 3) : Beurscommissie die vrij beschikt over de « lijst der wisselagenten », monopolies, onafhankelijkheid t.a.v. de banken die orders geven, beroepstucht — Vergel. analogie met de advocaat : Van Rijn en Heenen, *op. cit.*, nr. 240, p. 171 en nr. 243, p. 174.

De effectenmakelaar als dusdanig, mag voortaan niet meer op de Beurs werken ofschoon dat zijn beroep was en hij uit dien hoofde een aantal monopolies bezat :

— Monopolie voor de ontvangst van beursorders, welk monopolie hij deelt met de banken, spaarkassen en O.K.I.'s (openbare kredietinstellingen) en van de wisselagenten-corres-

qui a disparu en fait: Van Rijn et Heenen, *op. cit.*, n° 244, p. 171): article 75, § 1^{er}, C. Com. Sur la notion large de réception d'ordre de bourse: article 75, § 1^{er}, alinéa 2, C. Com., et Cass., 24 octobre 1972, Pas., 1973, I, 191.

— Monopole de l'exécution des ordres en bourse relatifs à des titres cotés dans une Bourse belge et de l'intervention dans les ventes publiques organisées par la Commission de la Bourse («ventes publiques mensuelles et supplémentaires»): article 76 du Code de commerce.

Le monopole ne s'applique pas aux achats ou ventes par les pouvoirs publics de titres émis par les pouvoirs publics (articles 79 et 105 du Code de commerce) ni aux ordres de bourse portant sur des titres cotés à l'étranger et donnés à l'étranger.

— Monopole des achats ou ventes hors bourse (partagé avec les banques et les agents de change correspondants) qui ne sont valables que si une des parties est un de ces intermédiaires: article 75, § 2, du Code de commerce et exceptions prévues (notamment les cessions occasionnelles entre particuliers et les cessions portant sur une même valeur pour un montant supérieur à 10 millions de francs).

— Monopole du commerce des devises (partagé avec les agents de change correspondants et, moyennant dépôt d'un cautionnement à la Banque Nationale, avec les banques et caisses d'épargne, ainsi qu'avec d'autres personnes): article 78 du Code de commerce.

Désormais, seules auront un accès direct aux marchés boursiers, les sociétés de bourse qui devront répondre aux conditions fixées par les articles 33 à 57 (chapitre VII, titre II, livre 1^{er}) du projet de loi.

Ces conditions sont différentes des conditions d'accès à la profession d'agent de change.

Celles-ci sont énumérées par les articles 69 et 71 du Code de commerce et visent à garantir l'honorabilité, la compétence et la solvabilité de l'agent de change (Van Rijn et Heenen, *op. cit.*, n° 240, p. 172):

— être ressortissant C.E.E., âgé de plus de 25 ans (dérogation à 21 ans pour certains parents d'un agent de change décédé) jouissant de ses droits civils;

— justifier de l'accomplissement d'un stage effectif de 6 ans chez un agent de change, dont trois ans en qualité de délégué, c'est-à-dire, de préposé admis à la Bourse (ce stage est ramené à 3 ans pour certains parents d'un agent de change décédé);

— subir un examen scientifique organisé par le Ministère des Finances en collaboration avec la Commission de la Bourse (possibilité de dispense pour les titulaires de certains diplômes) et un examen professionnel organisé par la Commission de la Bourse;

— être présenté par deux parrains agents de change inscrits au tableau depuis 5 ans au moins;

— recevoir l'agrément de la Commission de la Bourse;

— payer, dans les trente jours de l'agrément, la cotisation fixée par le règlement de la Bourse;

— être membre de la Caisse de garantie des agents de change (créée par l'arrêté royal n° 61 du 10 novembre 1967 mais mise en place seulement en 1987 en raison de difficultés liées à la détermination de son mode de financement: voy. sur celui-ci l'arrêté royal du 19 novembre 1986, *Moniteur belge* du 29 novembre 1986).

La Caisse a pour mission essentielle de veiller à la bonne fin des engagements professionnels des agents de change; elle se substitue sur ce point au cautionnement individuel prévu antérieurement: sur celui-ci, voy. Frédéricq, *Traité de droit commercial*, T. II, n° 250, p. 394).

pondentes (catégorie die feitelijk niet meer bestaat: Van Rijn en Heenen, *op. cit.*, nr. 244, p. 174): artikel 75, § 1, W.K.R. Over het ruime begrip ontvangst van beursorders: artikel 75, § 1, tweede lid, W.K.H. en Cass., 24 oktober 1972, Pas. 1973, I, 191.

— Monopolie voor de uitvoering van beursorders m.b.t. fondsen die op de beursnotering in een Belgische Beurs zijn ingeschreven en monopolie voor het te koop aanbieden of verkopen van effecten op door de Beurscommissie georganiseerde openbare veilingen (maandelijkse openbare en bijkomende veilingen): artikel 76, Wetboek van koophandel.

Dat monopolie geldt niet voor de inkoop of verkoop, door de overheid, van door diezelfde overheid geëmitteerde effecten (artikel 79 en 105, Wetboek van koophandel) en evenmin voor de beursorders uit het buitenland die betrekking hebben op in het buitenland genoteerde effecten.

— Monopolie voor de aankoop of verkoop buiten de Beurs (monopolie gedeeld met de banken en wisselagenten-correspondenten) die slechts geldig zijn mits een van de partijen een van die bemiddelaars is: artikel 75, § 2, Wetboek van koophandel, en uitzonderingen (met name toevallige overdracht onder particulieren en overdrachten die betrekking hebben op eenzelfde waarde ten bedrage van meer dan 10 miljoen frank).

— Monopolie voor de deviezenhandel (monopolie gedeeld met de wisselagenten-correspondenten en, mits bij de Nationale Bank een waarborg is gegeven, met de banken en private spaarkassen, alsmede met andere personen): artikel 78, Wetboek van koophandel.

Voortaan zullen alleen de beursvennootschappen die voldoen aan de bij de artikelen 33 tot 57 (hoofdstuk VII, titel II, boek I) van het wetsontwerp gestelde voorwaarden, toegang hebben tot de beursmarkten.

Die voorwaarden verschillen van die welke toegang verlenen tot het beroep van effectenmakelaar.

Die voorwaarden worden opgesomd in de artikelen 69 en 71, Wetboek van koophandel, die tot doel hebben de achtbaarheid, de bevoegdheid en de kredietwaardigheid van de effectenmakelaar te waarborgen (Van Rijn en Heenen, *op. cit.*, nr. 240, p. 172):

— E.E.G.-onderdaan zijn; meer dan 25 jaar oud zijn (afwijking tot 21 jaar toegestaan aan sommige verwanten van overleden makelaars) en het genot hebben van zijn burgerlijke rechten;

— doen blijken dat men 6 achtereenvolgende jaren, waarvan 3 als gedelegeerde d.i. een aangestelde die toegang heeft tot de Beurs, een werkelijke proeftijd bij een wisselagent heeft volbracht (die proeftijd wordt voor sommige verwanten van een overleden makelaar tot 3 jaar beperkt);

— een door het Ministerie van Financiën, in samenwerking met de Beurscommissie georganiseerd wetenschappelijk examen (mogelijkheid tot vrijstelling voor de houders van bepaalde diploma's) en een door de Beurscommissie georganiseerd beroepsexamen hebben afgelegd;

— voorgesteld worden door 2 peters-effectenmakelaars die sedert ten minste 5 jaar op de lijst zijn ingeschreven;

— erkend zijn door de Beurscommissie;

— binnen 30 dagen na de toelating de bij het beursreglement vastgestelde bijdrage betalen;

— lid zijn van de Waarborgkas van wisselagenten (opgericht bij koninklijk besluit nr. 61 van 10 november 1967, doch wegens moeilijkheden in verband met de wijze van financiering ervan pas in 1987 feitelijk opgestart: zie daarontrent het koninklijk besluit van 19 november 1986, *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1986).

De voornaamste opdracht van de Kas bestaat erin de agenten te verzekeren; zij treedt dus in plaats van de vroegere individuele borgstelling: cf. in dat verband Frédéricq, *Traité de droit commercial*, D. II, nr. 250, blz. 394.

Elle peut également, ce qu'elle n'a pas fait à ce jour, centraliser la trésorerie des agents de change ou leur assurer des services professionnels (article 71bis, § 1^{er}, du Code de commerce).

Lors de la réforme qui aboutit au Code judiciaire, en octobre 1967, une situation assez semblable s'est présentée en ce qui concerne les avoués dont la fonction a été supprimée par la loi.

Non seulement, ceux-ci ont bénéficié d'une allocation viagère payée par l'Etat, mais ils ont obtenu en outre, le remboursement des indemnités de congé, payées à leur personnel.

Il s'agit là d'un précédent auquel on doit avoir égard si on veut qu'à une égalité de situation corresponde une égalité de traitement, conformément à l'article 6 de la Constitution qui proclame l'égalité des Belges devant la loi.

J.-P. de CLIPPELE.

Hoewel zij het tot op heden niet gedaan heeft, kan die Kas tevens « de thesaurie van de wisselagenten centraliseren » en « hun professionele diensten verlenen » (artikel 71bis, § 1, Wetboek van koophandel).

Naar aanleiding van de hervorming die in oktober 1967 tot de invoering van het Gerechtelijk Wetboek heeft geleid, verkeerden de pleitbezorgers, wier ambt bij de wet opgeheven werd, in een analoge toestand.

Niet alleen ontvingen zij een door de Staat betaalde « lijfrente », maar bovendien kregen zij de aan hun personeel uitgekeerde opzeggingsvergoedingen terugbetaald.

Met dit precedent moet rekening worden gehouden als men, overeenkomstig artikel 6 van de Grondwet, waarin gezegd wordt dat alle Belgen gelijk zijn voor de wet, gelijke situaties op gelijke wijze wil behandelen.